

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble J. Lemer cier,
5 avenue de Palette
95300 Cergy-Pontoise

Pontoise, le 21 juin 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



ZITOUNTERK CASSE

chemin de la piste
et 6 et 8 bis chemin de la couture
95500 BONNEUIL EN FRANCE

Références : UD95/2022/0423/ZITOUNTERK CASSE

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/05/2022 dans l'établissement ZITOUNTERK Ahmed (casse auto) implanté chemin de la piste et 6 et 8 bis chemin de la couture 95500 BONNEUIL EN FRANCE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ZITOUNTERK Ahmed (casse auto)
- chemin de la piste et 6 et 8 bis chemin de la couture 95500 BONNEUIL EN FRANCE
- Code AIOT dans GUN : 0006507389
- Régime : Autorisation

La société Zitounterk Casse est un centre de démontage de Véhicules Hors d'usage VHU. L'exploitant stocke également des véhicules en attente de décision des assurances.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites données aux non-conformités constatées lors de l'inspection précédente;
- Défense incendie
- Contrôle des installations électriques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de l'inspection (1)
Contrôles des moyens de défense contre l'incendie	Arrêté ministériel du 26/11/2012, article 20	/	Lettre de suite préfectorale
Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 24/07/2007, article 4.2.2	/	Lettre de suite préfectorale
Propreté de l'installation	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 6	/	Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de l'inspection (1)
Propreté de l'installation	Arrêté ministériel du 26/11/2012, article 6	/	Lettre de suite préfectorale
Rétention	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25	/	Lettre de suite préfectorale
Fluides	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41	/	Lettre de suite préfectorale
Rétention	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41	/	Lettre de suite préfectorale
Equipped sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	/	Lettre de suite préfectorale
Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 10/10/2012, article 3	/	Lettre de suite préfectorale
Installation électrique	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 18	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Consigne d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 24/07/2007, article 2.1.3.	/	Sans objet
Stockage des pneumatiques	Arrêté Préfectoral du 24/07/2007, article 2.3.2.3.	/	Sans objet
Contrôle des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 24/07/2007, article 4.3.6.	/	Sans objet
Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 02/07/2007, article 1.1.2.	/	Sans objet
Situation administrative	Arrêté Ministériel du 02/12/2005, article 1	/	Sans objet
Suivi des déchets dangereux	Arrêté Ministériel du 29/07/2005, article 1	/	Sans objet
Entretien et surveillance	Arrêté Préfectoral du 24/07/2007, article 4.2.3.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté des non-conformités susceptibles de présenter des inconvénients et des risques pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.
L'exploitant doit apporter des mesures correctives à ces non-conformités.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Consigne d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2007, article 2.1.3.
Thème(s) : Risques accidentels, sécurité incendie
Prescription contrôlée : Non Conformité n° 1 : Il est demandé à l'exploitant de formaliser par écrit les consignes d'exploitation pour les opérations comportant des manipulations dangereuses (découpage au chalumeau, neutralisation de dispositifs pyrotechniques, transport de carcasse...) ou susceptibles d'engendrer une pollution accidentelle de l'eau ou des sols par des liquides.
Constats : L'inspection a constaté la présence des consignes sur site. L'exploitant a indiqué à l'inspection que les documents et les photos ont déjà été transmis par courrier. Il est proposé de lever la non-conformité n°1 issue de la précédente inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Stockage des pneumatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2007, article 2.3.2.3.
Thème(s) : Risques accidentels, sécurité incendie
Prescription contrôlée : Non Conformité n° 2 : Il est demandé à l'exploitant d'entreposer les pneumatiques usagers dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie et situés à plus de 8 m de tout autre bâtiment.
Constats : L'exploitant a expliqué avoir dédié une zone particulière au stockage des pneumatiques. Ces pneus ont été évacués avant l'inspection.
Observation : en l'absence de stockage de pneus, cette non-conformité sera vérifiée lors de la prochaine inspection. Cette zone devra être à plus de 8 mètres des autres bâtiments.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Contrôle des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2007, article 4.3.6.
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets
Prescription contrôlée : Non Conformité n° 3 : Il est demandé à l'exploitant de prendre en compte le paramètre DBO5 dans le contrôle des eaux de ruissellement des aires susceptibles d'être polluées, rejetées dans le réseau de collecte. Le contrôle au titre de l'année 2017 devra prendre en compte ces paramètres. Il est également demandé à l'exploitant de transmettre les résultats dans le mois qui suit leur réception. Ils devront être accompagnés des commentaires de l'exploitant et des actions correctives appliquées en cas de dépassement des concentrations maximales.
Constats : L'exploitant a expliqué avoir fait réaliser des analyses par le Bureau Veritas. Les dernières analyses (réalisées en avril 2022) ont été présentées à l'Inspection. L'inspection a constaté que les analyses du 5 avril 2022 n'ont pas révélé de non-conformité. L'inspection observe cependant que le laboratoire a précisé le "retrait de l'accréditation COFRAC pour le paramètre DBO5 en raison d'un délai de mise en analyse supérieur aux exigences normatives". Les échantillons ne lui sont parvenus que le lendemain du prélèvement.
Observations : L'inspection demande à l'exploitant de s'assurer que le prochain contrôle sera entièrement réalisé conformément aux normes applicables. En cas de nouvelle défaillance sur l'application des normes de mesure, les prélèvements et analyses des eaux devront être refaites.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Contrôles des moyens de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26/11/2012, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Moyens d'intervention
Prescription contrôlée : Non Conformité n° 4 : L'exploitant est invité à identifier : <ul style="list-style-type: none">• un deuxième appareil d'incendie, privé ou public, dans un périmètre de 200 m autour de son site,• au moins un appareil d'incendie de caractéristiques équivalentes situé à moins de 100 m des autres parcelles ou, à défaut, d'un autre dispositif d'incendie en rapport avec le risque à défendre,• et de vérifier que le débit des bornes incendie identifiées est suffisant. <p>-----</p> Article 20 – Arrêté ministériel du 26 novembre 2012 : L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. ----- Règlement DECI 95 – Partie 7 Mise en service et maintien en condition opérationnelle des PEI Les contrôles techniques sont réalisés une fois tous les deux ans (les années paires). Ils peuvent être inclus dans les opérations de maintenance.
Constats : L'exploitant a répondu à cette non-conformité n°4 de la précédente inspection par courrier du 16 septembre 2017. Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté un document attestant la vérification des poteaux incendie. Le débit des poteaux incendie est suffisant. L'inspection constate l'absence de date sur le document et demande à l'exploitant de produire un document attestant de la vérification du débit des bornes incendie. Par mail en date du 16 mai 2022, l'exploitant a transmis des diagnostics de pression des poteaux incendie. Les documents sont datés du 27 avril 2020. Non-conformité 1 : Contrairement à l'article 20 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012, l'exploitant ne s'assure pas de la vérification périodique des poteaux incendie conformément au règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie du Val d'Oise. L'exploitant doit disposer des contrôles des poteaux incendie situés à proximité de son établissement.
Observation : concernant les points d'accès incendie il convient que l'exploitant s'assure de la disponibilité d'un point d'eau de lutte contre l'incendie fournissant 60 m³/h pendant 2 h à moins de 100 m de chacune des parcelles de son exploitation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2017, article 1.1.2.
Thème(s) : Situation administrative, Dossier administrative
Prescription contrôlée : Article 1.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation La société Zitounterk Casse dont le siège social est situé chemin de la piste est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Bonneuil en France et sur les parcelles désignées ci-dessous, les installations décrites dans les articles suivants.
Constats : L'exploitant a présenté à l'Inspection l'agrément de son installation en date du 13 mai 2019.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suivi des déchets dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/07/2005, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Déchets
Prescription contrôlée : Toute personne tenue d'émettre un bordereau de suivi des déchets dangereux en application de l'article R. 541-45 du code de l'environnement utilise, pour les déchets de fluides frigorigènes, le formulaire CERFA n° 15497 (2). Lors de l'élaboration d'un nouveau bordereau suite à regroupement de déchets de fluides frigorigènes, le formulaire CERFA n° 12571 (1) est toutefois utilisé.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué faire enlever les fluides frigorigènes environ une fois par an. 2 agents disposent de l'attestation d'aptitude pour retirer les fluides frigorigènes des VHU à dépolluer et pour les manipuler. La société GAZECHIM récupère les bouteilles d'environ 20kg. L'inspection a pu consulter le dernier bordereau en date du 3 décembre 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2017, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jours, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tous autre les secteurs collectés et les réseaux associés les ouvrages de toutes sortes (vannes compteurs) les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu)
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un schéma des réseaux. Il s'est engagé à transmettre à l'Inspection un schéma des réseaux. Par mail en date du 16 mai 2022, l'exploitant a transmis un plan de l'installation sur lequel ne figure pas l'intégralité des réseaux.
Non-conformité 2 : Contrairement à l'article 4.2.2 de l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2017, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un schéma des réseaux à jour. L'exploitant devra réaliser des schémas des réseaux à jour.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Entretien et surveillance

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 24/07/2007, article 4.2.3.
Thème(s) : Risques chroniques, entretien et surveillance
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curable, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.
Constats : L'exploitant a expliqué procéder au curage de ses 2 débourbeurs une fois par mois. L'Inspection a pu consulter le dernier bordereau de curage.
Observations : L'Inspection invite l'exploitant à s'interroger sur le dimensionnement des débourbeurs présents sur site au regard de l'augmentation de surface de ses installations et des projets d'agrandissement évoqués.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : propreté de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté de l'installation
Prescription contrôlée : Dans tous les cas, les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.
Constats : Non-conformité 3 : Contrairement à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012, l'inspection constate la présence de déchets sur l'ensemble de l'installation qui ne sont pas liés à l'exploitation. L'exploitant s'est engagé à les évacuer rapidement. Ces déchets devront être éliminés vers une filière dédiée, et les bordereaux tenus à la disposition de l'Inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25
Thème(s) : Risques chroniques, rétentions
Prescription contrôlée : Rétentions. II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
Constats : L'inspection constate que les cuves de récupération de fluides ne sont pas conçues pour ce type d'utilisation et qu'elles sont entourées d'une rétention qui n'est pas étanche. Le fond contenait une grande quantité de fluide qui en l'absence d'orifice d'évacuation, ne peut être évacuée sans pompage. L'inspection a constaté la présence de nombreux déchets sur site : des bidons vides, des écoulements d'huile de vidange et des GRV ouverts contenant une grande quantité d'huile. Aucun dispositif n'était présent pour faciliter le transfert entre le véhicule en cours de démontage et le stockage en GRV. Les rétentions qui ont été réalisées n'étaient pas étanches.
Non-conformité 4 : Contrairement à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012, l'exploitant ne dispose pas d'un nombre suffisant de conteneur dédiés au recueil des fluides provenant des véhicules, y compris les carburants. Ces dispositifs seront installés sur des rétentions dédiées dont l'étanchéité sera attestée .
Non-conformité 5 : Contrairement à l'article 25 de l'arrêté ministériel du 26 juin 2012, l'exploitant ne dispose pas pour ses fluides de dispositif de rétention étanche. L'exploitant mettra en place pour chaque cuve de fluide une rétention étanche .
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Fluides

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des fluides
Prescription contrôlée : III. Entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules terrestres hors d'usage : Toutes les pièces et fluides issues de la dépollution des véhicules sont entreposés à l'abri des intempéries. Les conteneurs réceptionnant des fluides extraits des véhicules terrestres hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydraulique, liquide de refroidissement...) sont entièrement fermés, étanches et munis de dispositif de rétention. Les pièces grasses extraites des véhicules (boîtes de vitesses, moteurs...) sont entreposées dans des conteneurs étanches ou contenues dans des emballages étanches. Les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs spécifiques fermés et étanches, munis de rétention. Les pièces ou fluides ne sont pas entreposés plus de six mois sur l'installation. L'installation dispose de produit absorbant en cas de déversement accidentel.
Constats : L'inspection constate que les pièces mécaniques (moteurs boîtes) ne sont pas stockées en conteneurs étanches.
Non-conformité 6 : Contrairement à l'article 41 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012, les pièces mécaniques grasses ne sont pas stockées dans des conteneurs étanches ou contenues dans des emballages étanches.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41
Thème(s) : Risques chroniques, rétentions
Prescription contrôlée : Entreposage. I. Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution : L'empilement des véhicules terrestres hors d'usage est interdit, sauf s'il est utilisé des étagères à glissières superposées (type rack). Les véhicules terrestres hors d'usages non dépollués ne sont pas entreposés plus de six mois. La zone d'entreposage est distante d'au moins 4 mètres des autres zones de l'installation. Elle est imperméable et munie de dispositif de rétention. La zone d'entreposage des véhicules accidentés en attente d'expertise est une zone spécifique et identifiable. Elle est imperméable et munie de rétentions.
Constats : L'Inspection constate le stationnement des véhicules en attente de décision d'assurance sur des zones non dotées de rétention. L'inspection constate que la dalle de la zone dédiée à la dépollution est fissurée. Non-conformité 7 : Contrairement à l'article 41 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012, l'exploitant n'a pas mis en place de dispositifs d'imperméabilité des sols sur la totalité des zones de parking, en rack ou au sol, pour la totalité des véhicules VHU et en attente de décision. Les eaux pluviales de chacune des parcelles devront transiter par des débourbeurs avant rejet vers l'extérieur du site. Non-conformité 8 : Contrairement à l'article 41 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012, la dalle de la zone de dépollution n'est pas étanche. L'exploitant doit s'assurer de l'étanchéité des dalles existantes sur la zone de dépollution.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Équipement sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
Thème(s) : Situation administrative, Équipements sous pression
Prescription contrôlée : Article 6 I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques. Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication : - si l'équipement est construit suivant les directives européennes applicables, le cas échéant, la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions ; - si l'équipement a été construit selon des réglementations françaises antérieures au marquage CE ou pour les équipements néo-soumis, l'état descriptif initial ou reconstitué dans des conditions précisées par une décision du ministre chargé de la sécurité industrielle ; - l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage. Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation : - pour tous les équipements ; - la preuve de dépôt de la déclaration de mise en service pour les équipements qui y sont ou y ont été soumis ; - un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ; - les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ; - en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection ; - pour les tuyauteries soumises à inspection périodique, le programme de contrôle prévu au III de l'article 15 lorsqu'il est requis ; II. - Ce dossier d'exploitation est transmis au nouvel exploitant lors d'un changement de site ou de propriétaire. III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : L'Inspection constate la présence de plusieurs équipements sous pression au sein de l'exploitation. L'exploitant n'assure pas de suivi en service des équipements sous pression. L'exploitant ignorait que ces équipements étaient soumis à réglementation.
Non-conformité 9 : Contrairement à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 l'exploitant ne tient pas de dossier d'exploitation des équipements sous pression justifiant de leur entretien, de leur contrôle et des éventuelles interventions. L'exploitant devra produire une liste des équipements sous pression présents sur le site et disposer d'un dossier d'exploitation conforme aux prescriptions sus-citées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2012, article 3
Thème(s) : Situation administrative, Situation Administrative
Prescription contrôlée : Toute nouvelle modification apportée aux installations ou à leur mode d'exploitation devra, avant sa réalisation, être portée à la connaissance du Préfet.
Constats : L'inspection a constaté la présence de véhicules sur 2 parcelles connexes à l'installation de l'exploitant. Ces installations servent à stocker des véhicules en attente de décision d'assurance. Ces nouvelles parcelles en cours d'exploitation n'ont pas été déclarées par le biais d'un porter à connaissance.
Non-conformité 10 : Contrairement à l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2012, l'exploitant n'a pas informé l'inspection des modifications de son installation. L'exploitant doit produire un porter à connaissance présentant les modifications subies par son installation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Matériels et équipements électriques
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables. Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées. Le chauffage de l'installation et de ses annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.
Constats : Non-conformité 11 : Contrairement aux prescriptions de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012, l'exploitant n'était pas en mesure de présenter les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur. L'exploitant transmettra un calendrier des travaux faisant apparaître leur date de fin et la date de contrôle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale